

SESSION DU CONSEIL GENERAL DE LA COTE D'OR
20 février 2009

Voeu

De la maternelle à l'université : pour une école de la réussite de tous

De la maternelle à l'université, l'ensemble du système scolaire est attaqué et ses acteurs sommés d'appliquer des réformes élaborées sans concertation et unanimement dénoncées comme dangereuses pour la qualité du service.

Ainsi, hier soir se tenait la première Nuit des Ecoles organisée en Côte d'Or, sous forme d'une occupation pacifique de locaux hors temps scolaire qui réunissaient aussi bien des parents d'élèves que des enseignants ou des représentants de collectivités.

Ces tensions sont le fruit d'un blocage et de l'absence de concertation. De nombreuses voix se sont élevées pour appeler le ministre en charge de ce dossier à plus de dialogue, y compris sur les bancs de la majorité. Etre majoritaire n'a jamais signifié être unique dans une démocratie qui respecte ses valeurs fondamentales.

Nous souhaitons donc attirer l'attention et exprimer notre vive inquiétude sur l'accumulation de trop nombreux sujets de tension depuis 2 ans :

- réforme du statut juridique des écoles par l'instauration du statut d'établissement public autonome malgré l'attachement des maires au lien historiques écoles-communes ;
- disparition des délégués départementaux de l'Education Nationale, outil de concertation entre les collectivités et les écoles et garants de la Laïcité au sein des écoles et de leurs conseils ;
- diminution du volume horaire global hebdomadaire et suppression des cours le samedi matin qui ont pour effet d'augmenter la charge de travail, d'alourdir le programme sur le temps scolaire restant et d'accentuer encore les écarts ;
- remise en cause de l'utilité et des moyens attribués aux Réseaux d'Aide spécialisée, alors qu'ils jouent un rôle « d'amortisseur » des tensions à l'école pour les élèves plus fragiles ;
- collectivités locales contraintes d'organiser un service minimum d'accueil dans les écoles sans concertation sur les moyens ;
- suppression de 13000 postes d'enseignants au niveau national ;
- réforme des lycées, aujourd'hui « suspendue ».

Plus récemment encore :

- remise en cause du mode et du contenu de la formation des maîtres par une « mastérisation » massivement rejetée. M Darcos a réussi l'exploit de faire l'unanimité de tous les directeurs d'Institut de Formation des Maîtres en mettant en cause leurs compétences et le contenu de la formation des enseignants ;
- dans l'enseignement supérieur, réforme du statut des enseignants-chercheurs, réforme du CNRS, remise en cause du caractère national des formations, etc....

Chacun de ces dossiers est différent et il ne saurait donc y avoir d'amalgame. Force est pourtant de constater que dans tous les cas, l'annonce effectuée précède la concertation et la construction d'un projet fédérateur, accepté et acceptable par les principaux acteurs concernés. L'absence ou la médiocrité du dialogue, et du dialogue social singulièrement, est une grave erreur que nous voulons dénoncer.

Face à la dramatique obstination du gouvernement et du ministre, nous conseillers généraux soussignés, demandons simplement d'inscrire les discussions sous le signe de l'ouverture et avec la volonté de construire une école de la réussite de tous, respectueuse des parents, des élèves et des enseignants.